



Indonésie, en Pologne et en Grande-Bretagne, et a également vécu plus de deux ans en Algérie.

À la retraite, il a quitté la région parisienne et est venu s'installer à Aubagne, tout près de Marseille où il est né. L'engagement associatif qu'il avait connu étudiant le titille de nouveau et Jean-Louis Abric se lance dans le militantisme local.

« Un jour, la section locale d'ATTAC, dont j'étais trésorier, a organisé un café économique sur le thème de la malbouffe. On avait invité des syndicalistes, des militants écologistes... » se souvient Jean-Louis Abric. « D'habitude, on réunissait peu de monde et là, la salle a été prise d'assaut. Toutes les interventions tendaient vers la même conclusion : le système économique et la grande distribution nous amenaient à manger de la bouffe immonde en même temps qu'ils faisaient disparaître les agriculteurs. »

Le constat qui se dégage de la réunion est que les exigences de la grande distribution, des produits moins chers, plus calibrés et en plus grande quantité ont modifié les comportements des cultivateurs vers la monoculture et l'emploi massif de produits chimiques.

« On se retrouve avec des produits jolis mais nocifs, résume Jean-Louis Abric. On s'est tous demandé comment sortir de ce cercle vicieux ? »

Daniel Guyon, agriculteur à Ollioules, évoque alors devant l'assemblée ce qu'il a vu à New York et qui existe depuis une vingtaine d'années : des citadins se réunissent chaque semaine pour accueillir un paysan et lui acheter sa production. Ce système, totalement différent de la vente directe à la ferme, existe également au Japon depuis l'après-guerre et certains pays d'Europe l'avaient mis en pratique à petite échelle. L'idée de l'AMAP, celles d'agriculteurs de la périphérie vendant directement leurs produits aux urbains, était née.

« L'originalité est qu'un groupe de consommateurs s'engage contractuellement, à l'avance, à acheter la production d'un paysan. Ce dernier sait donc ce qu'il a besoin de cultiver, limitant le gâchis, et est dégagé de tout souci commercial », se passionne Jean-Louis Abric. « Nous avons également décidé de tenir compte des saisons en proposant un renouvellement tous les six mois. Notre objectif était d'aider des agriculteurs à sortir du produc-

tivisme qui conduit à des fermures massives d'exploitations dans notre région. »

La situation d'Aubagne est excellente pour tenter le coup. Cette ville moyenne de 45 000 habitants est entourée par de petites exploitations encore traditionnelles et la communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Étoile a

mis en place une politique reconnue de développement de l'agriculture périurbaine. « Vingt-cinq familles ont décidé de se lancer. Au fil du temps, le nombre d'adhérents a augmenté, ainsi que celui de paysans », se souvient Jean-Louis Abric. « Nous avons préféré créer plusieurs groupes et limiter le nombre de

foyers par AMAP pour nous éviter de devenir nous-mêmes une centrale d'achats, avec les errements que cela peut comporter. Avec 40 familles et 2 hectares, on fait vivre une exploitation capable de proposer 12 produits différents chaque semaine et

« Il faut parler de consommation. À travers la bouffe, on peut toucher du doigt des questions politiques et de société. »

qui maintient la biodiversité. » Depuis, les membres de l'AMAP se réunissent une fois par semaine pour récupérer le contenu de leur panier, déterminé à l'avance. Huit agriculteurs, dont des jeunes tout juste installés, livrent aujourd'hui à Aubagne et à Marseille.

Si le système d'abonnement a ses

contraintes, le contrat prévoit que le paysan produise lui-même et proprement, même si aucune certification n'est demandée. « On se méfie du biobusiness », résume Jean-Louis Abric. Quant au prix, il est plus proche du panier moyen que celui de la nourriture labellisée.

Fervent adepte de la démocratie participative, Jean-Louis Abric a trouvé à travers son combat le « moyen de parler politique différemment », même s'il est conscient que le système AMAP n'a pas encore pénétré les habitudes des catégories populaires.

« La plupart de nos concitoyens agissent plus en consommateurs qu'en citoyens, constate-t-il. Il faut parler aux gens de consommation. À travers la bouffe, on peut toucher du doigt des questions politiques et de société. » ★

MARC LERAS

Stephen Rimorini de la finance au tourisme solidaire



Après avoir observé, de l'intérieur, le fonctionnement du système économique mondial, cet Arlésien dirige désormais l'association Planète insolite

À 18 ans, il quitte le foyer maternel pour des études à l'Institut d'études des relations internationales à Paris, qu'il complète par un DEA de relations internationales et un DEA de sciences politiques à Genève avant de se spécialiser dans le droit de l'environnement marin. Étudiant, Stephen Rimorini travaillait pour se payer des voyages, sa grande passion depuis l'enfance, une ardeur qui l'habite encore aujourd'hui. Ses diplômes en poche, il part à 23 ans au Kenya travailler comme consultant pour le compte de l'Organisation des nations unies pour l'environnement, un domaine qui n'est pas encore sous les feux de l'actualité. À son retour en Europe, il s'installe de nouveau en Suisse où il devient le bras droit du président du forum de Crans-Montana, une

sorte de Davos estival où il côtoie financiers et politiques. Nouveau tournant à 26 ans, quand Stephen Rimorini se lance dans la communication pour le prestigieux « Journal de Genève » et fournit également du rédactionnel pour des revues spécialisées dans la banque.

« N'aimant pas particulièrement le stress du bouclage », il se découvre un don commercial pour lequel son « bon bagout marseillais m'a aidé ». Puis, il s'oriente vers les marchés financiers, toujours à Genève, et devient durant trois ans trader pour une société de crédit.

« Matérialiste, la société de consommation a peu de prise sur moi, je vis comme un Spartiate. » Mais le désir de « lever le pied » lui fait abandonner le monde de l'argent. À l'heure d'un premier)))